

---

Présidence : Biélorussie

## 1010<sup>e</sup> SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 18 mai 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 11 h 15

2. Président : l'Ambassadeur A. Dapkiunas

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

*Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE* : Fédération de Russie (annexe 1) (FSC.DEL/210/22), France-Union européenne (FSC.DEL/211/22), Canada, Royaume-Uni (annexe 2), Suisse (FSC.DEL/208/22 OSCE+), France, Biélorussie

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

a) *Mécanisme d'avertissement et de rappel conformément à la Décision n° 10/02 du FCS (FSC.DEC/10/02)* : Président

b) *Distribution d'un projet de décision du FCS sur l'ordre du jour, le calendrier et les modalités du onzième Débat annuel sur la mise en œuvre du Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité (FSC.DD/2/22)* : Président

c) *Point sur le programme de formation dispensé en 2022 à l'intention des jeunes professionnels, dont la majorité sont des femmes, dans le cadre de la Bourse OSCE-UNODA pour la paix et la sécurité* : Représentant du Centre de prévention des conflits (FSC.GAL/52/22)

- d) *Atelier sur l'échange d'informations sur les ALPC et sur l'outil en ligne élaboré par l'OSCE à cet effet, qui se tiendra par vidéoconférence le 24 mai 2022 (FSC.GAL/47/22 Restr.)* : Représentant du Centre de prévention des conflits
- e) *Séance d'information sur la 93<sup>e</sup> réunion du Groupe des communications de l'OSCE et sur l'Échange global d'informations militaires 2022 ; tenue le 28 avril 2022* : Représentant du Centre de prévention des conflits

4. Prochaine séance :

Mercredi 25 mai 2022, à 10 heures, dans la Neuer Saal et par visioconférence

**1010<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1016 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION  
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

Avant de passer à ma déclaration principale, je tiens à mentionner une date très importante pour la Fédération de Russie et ses alliés. En effet, le 16 mai, une réunion des dirigeants des États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) s'est tenue au Kremlin à l'occasion du trentième anniversaire de ce traité et du vingtième anniversaire de l'Organisation. Pendant cette période, l'OTSC a acquis une autorité incontestable en tant que structure de défense régionale assurant la sécurité et la stabilité en Eurasie. Au cours du sommet, une déclaration commune a été signée, confirmant la détermination des États membres à poursuivre leur coopération dans divers domaines relatifs au renforcement des capacités militaires et de défense, ainsi qu'à continuer d'intensifier, de manière coordonnée, les échanges sur la scène internationale. L'un des thèmes centraux du sommet était l'état actuel de la sécurité régionale et internationale : la délégation russe abordera également ce sujet dans sa déclaration d'aujourd'hui.

Monsieur le Président,

Les tentatives malveillantes de nos collègues occidentaux visant à accuser la Fédération de Russie de « rhétorique nucléaire agressive » ne cessent de nous étonner. Il est en effet inacceptable de se livrer à des interprétations approximatives des fondements doctrinaux de notre pays dans le domaine de la sécurité et de la défense. Nous considérons qu'il est essentiel de souligner une fois de plus que la politique de la Russie dans le domaine de l'armement nucléaire est de nature strictement défensive. Nous sommes fermement guidés par le principe selon lequel les risques d'une guerre nucléaire, qui ne devrait jamais être déclenchée, doivent être réduits au minimum, notamment en empêchant tout conflit armé entre puissances nucléaires. Ces principes ont été réaffirmés, à l'initiative de la Fédération de Russie, dans des déclarations communes et des documents adoptés dans le cadre du « quintette nucléaire ».

Malheureusement, c'est la « troïka » nucléaire occidentale qui dérive actuellement vers d'autres positions, et avec elle l'Alliance de l'Atlantique Nord, qui s'est déclarée « alliance nucléaire ». En ce qui concerne notre pays, les membres de cette alliance ont délibérément choisi d'adopter une stratégie de « guerre par procuration ». Le chef de la

majorité démocrate à la Chambre des représentants du Congrès des États-Unis, Steny Hoyer, affirme déjà ouvertement que les États-Unis d'Amérique sont en guerre avec la Russie. Un tel « équilibre précaire » risque d'aggraver la situation en Europe, qui est déjà tendue. Les capitales européennes commencent lentement à s'en rendre compte. Dans une étude élaborée par des experts des services de recherche du Bundestag et intitulée « *Legal issues related to the NATO countries' military support for Ukraine : between neutrality and participation in the conflict* » (Questions juridiques liées au soutien militaire des pays de l'OTAN à l'Ukraine : entre neutralité et participation au conflit), il est souligné que même une intervention indirecte dans un conflit armé peut entraîner de graves conséquences juridiques et militaires, allant de la propagation géographique du conflit à l'escalade nucléaire.

Malgré cela, les États de l'Occident « civilisé » dirigés par les États-Unis continuent d'intensifier leurs livraisons d'armes à l'Ukraine. Ils sont bien entendu là pour le long terme. Le Gouvernement américain, qui se frotte les mains à la perspective d'engranger des profits considérables, distribue de nouvelles commissions au complexe militaro-industriel et crée les conditions les plus favorables pour les fournisseurs du Ministère de la défense. Avec ses alliés, il a déjà remis au Gouvernement ukrainien plus de 60 000 systèmes antichars et plus de 25 000 systèmes portatifs de défense aérienne (MANPADS). Il est intéressant de noter que le Secrétaire américain à la défense, Lloyd Austin, a admis qu'il était impossible de savoir si ces armes dangereuses se retrouvent sur le marché noir. Et dire qu'en décembre dernier, un guide des meilleures pratiques de l'OSCE sur le stockage sécurisé des MANPADS, élaboré à l'initiative d'experts militaires américains, a été adopté lors du Forum pour la coopération en matière de sécurité (FCS). Six mois à peine se sont écoulés et ce document peut déjà être relégué aux oubliettes. En effet, ses auteurs s'emploient à inonder l'Europe de systèmes capables d'infliger des dommages considérables à l'aviation civile et au transport ferroviaire.

Monsieur le Président,

Pendant toutes ces années, le territoire ukrainien a servi de « tête de pont » pour la mise en œuvre de dangereux projets biologiques qui présentent tous les caractéristiques d'un programme biologique militaire secret et de tests illégaux de produits pharmaceutiques. Au cours de l'opération militaire spéciale visant à protéger le Donbass, le Ministère russe de la défense a reçu de nouveaux éléments prouvant qu'un certain nombre de projets financés par le Pentagone mettaient en danger la vie et la santé des citoyens ukrainiens. Des chercheurs américains ont mené des tests secrets de bioproduits potentiellement dangereux sur des patients dans des hôpitaux psychiatriques cliniques de la région de Kharkiv. Même les enfants ont été mis en danger car en 2020, ils étaient censés devenir les principaux propagateurs de la tuberculose dans le district de Slovianoserbsk de la République populaire de Lougansk (RPL). Des billets de banque contrefaits infectés en laboratoire par du matériel biologique hautement pathogène ont été choisis comme source d'infection. Il est révélateur que le régime nationaliste de Kiev ait cyniquement donné le feu vert à toutes ces expériences porteuses de menaces épidémiologiques pour l'Ukraine, la région européenne et le monde entier. Notre objectif est de mettre un terme à ces activités dangereuses. Dès que la collecte et l'analyse des éléments confirmant la violation de la Convention sur les armes biologiques et à toxines par les États-Unis et l'Ukraine auront été achevées, la Russie a l'intention d'activer les mécanismes prévus aux articles V et VI de la Convention.

L'arme du terrorisme chimique que pourraient utiliser les nationalistes fascistes et les unités des forces armées ukrainiennes est une menace qui reste bien réelle. Il n'est pas nécessaire de chercher beaucoup pour trouver des exemples. Le 11 mai, des membres du Service de sécurité de l'Ukraine et des nationalistes, qui cherchaient à accuser l'armée russe d'utilisation d'armes chimiques, ont fait exploser un réservoir contenant des engrais (vraisemblablement du nitrate d'ammonium) près de la localité de Dovhenke, dans la région de Kharkiv. Le 16 mai, non loin de Mazanivka, dans la République populaire de Donetsk (RPD), une mine terrestre remplie d'une quantité de nitrate d'ammonium pesant jusqu'à une tonne a explosé, provoquant la formation d'un nuage toxique à une altitude d'environ un kilomètre. Ce nuage a été poussé par des rafales de vent en direction de Kramatorsk. Il y a quelques jours, des unités de la milice populaire de la RPL ont déjoué une provocation très dangereuse qui se préparait dans les locaux de l'entreprise chimique Zarya dans la ville de Rubizhne. Conformément aux directives des instructeurs américains et polonais, des combattants ukrainiens ont chargé des sacs contenant de l'ammoniac sur des wagons de chemin de fer. Ils ont en outre miné les réservoirs de stockage contenant environ 40 000 tonnes des réactifs chimiques les plus dangereux (ammoniac, acide nitrique, acide sulfurique, benzène et autres substances dangereuses). Si cet acte criminel planifié par les nationalistes et leurs conseillers avait eu lieu et que ces produits chimiques avaient explosé, quelque 300 000 civils auraient pu être directement exposés à une contamination chimique. Naturellement, les conseillers américains et de l'OTAN sont friands de telles méthodes, d'autant qu'ils les ont diffusées à grande échelle sur le territoire syrien. Il est cependant stupéfiant de constater que le régime nationaliste de Kiev est même prêt à faire de la « publicité négative » et à sacrifier la vie de ses propres citoyens pour justifier ses demandes incessantes d'armes occidentales.

Les milieux officiels des pays membres de l'OTAN ne cachent pas qu'ils sont fiers des efforts qu'ils déploient pour entraîner des dizaines de milliers de combattants ukrainiens dans une guerre contre la Russie. En outre, nous continuons de recevoir des éléments prouvant la participation d'officiers de pays occidentaux à des opérations de combat menées aux côtés du Gouvernement ukrainien. Il est apparu que des militaires britanniques participent régulièrement, en toute discrétion, à la direction des forces ukrainiennes sur la ligne de front en utilisant les données de reconnaissance de l'OTAN. Dans la région de Zaporijia, ils se déplacent constamment depuis la fin du mois d'avril entre les postes de commandement de Zahradivka et d'Oleksandrivka, près de la ligne de front. Il serait très utile pour le Forum que la délégation britannique en parle elle-même directement.

Comme nous l'avons déjà dit, les membres de l'OTAN n'ont aucune réticence à collaborer avec des néonazis invétérés. Un militaire français à la retraite, Adrien Bocquet, qui se trouvait en Ukraine pour une mission humanitaire, a déclaré ce qui suit dans une interview accordée à la chaîne de radio française Sud Radio : « Les combattants d'Azov sont partout avec leurs badges néo-nazis ; je suis choqué que l'Europe fournisse des armes à des nazis. Des insignes SS sont cousus sur leurs uniformes. Non seulement ces combattants ne cachent pas leurs opinions, mais ils les affichent. J'ai travaillé avec eux et je leur ai fourni une assistance médicale. Ils parlent ouvertement de leur volonté d'éliminer les noirs et les juifs... J'ai été témoin de crimes de guerre. Ils ont tous été commis par l'armée ukrainienne. Mais on n'en parle pas en France ... » Au cours des derniers mois, la délégation russe au FCS a fourni de nombreux éléments prouvant qu'un néo-nazisme militant sévit en Ukraine. La seule réponse que nous avons obtenue est que nous mentionnons et que nous diffusons de la

propagande. Il est parfaitement clair que ce rejet est dû au fameux principe du « deux poids, deux mesures » de l'Occident « civilisé ». Il n'y a rien de nouveau à cet égard. Lorsque les islamistes de l'EI tuaient des innocents en Europe ou aux États-Unis, ils étaient qualifiés de terroristes. Quand ils décapitaient des soldats syriens, ils étaient des combattants de la liberté pour l'Occident. C'est la même chose maintenant. En Europe, les néonazis du régiment Azov sont salués comme des « défenseurs de Marioupol et de l'ensemble de l'Ukraine », tandis que le tireur qui a tiré dans la foule dans un supermarché de la ville américaine de Buffalo est décrit comme un néonazi raciste. Or, il circulait en arborant les mêmes symboles nazis que les combattants d'Azov.

Monsieur le Président,

Il ne fait aucun doute que les objectifs de l'opération militaire spéciale en Ukraine fixés par le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, seront atteints. La dénazification et la démilitarisation de la « tête de pont » favorable à l'OTAN à nos frontières se poursuivent. Depuis le début de l'opération militaire spéciale, 168 avions, 125 hélicoptères, 912 véhicules aériens sans pilote, 309 systèmes de missiles antiaériens, 3 134 chars et autres véhicules blindés de combat, 385 systèmes de lance-roquettes multiples, 1 542 pièces d'artillerie de campagne et mortiers et 2 983 véhicules tactiques d'opérations spéciales ont été détruits. Des missiles à longue portée de haute précision sont utilisés pour éliminer systématiquement les membres des formations de réserve ukrainiennes et les mercenaires et instructeurs étrangers, ainsi que pour détruire les cargaisons d'armes et de matériel militaire en provenance des États-Unis et de pays européens, qui doivent être expédiées vers le Donbass.

La profonde dégradation morale qui touche les rangs de l'armée ukrainienne, qui se bat aux côtés des néonazis, est mise en évidence par de nouveaux faits concernant les crimes de guerre et les atrocités perpétrés contre des soldats russes blessés ou tués. Un reportage de l'organe de presse néerlandais HNL présente des images tournées à Kharkiv montrant les corps de membres de notre personnel militaire gisant au milieu d'une rue, où ils avaient été disposés par des combattants des bataillons nationalistes pour former la lettre « Z ». On voyait également un corps calciné qui avait été étalé sur un hérisson antichar. En outre, des journalistes russes ont découvert une chambre de torture près de Kherson dans laquelle le corps piégé d'un homme portant un uniforme militaire russe a été retrouvé ; le corps n'avait pas de jambes et présentait des signes de torture. À côté se trouvaient des seringues, des stupéfiants et également des caisses utilisées pour stocker des missiles Javelin de fabrication américaine. Combien de preuves supplémentaires attestant de crimes de guerre flagrants et de violations du droit humanitaire international par les néonazis ukrainiens devons-nous apporter pour que l'Occident, qui se proclame « civilisé », en tienne compte ? Peut-être ces États « civilisés » pensent-ils qu'il est permis de commettre des crimes contre les Russes et que ces crimes peuvent être pardonnés ?

Le Ministère russe de la défense et les services de répression continuent d'enregistrer de nombreux cas de comportement inhumain des autorités de Kiev à l'égard de la population civile ukrainienne, ainsi que l'utilisation d'infrastructures sociales à des fins militaires. Nous diffuserons une liste mise à jour de ces installations, qui, malheureusement, ne cesse de s'étoffer. Nous enregistrons les frappes des forces armées ukrainiennes contre des biens de caractère civil. Le 16 mai, les nationalistes ukrainiens ont bombardé les zones d'habitation de

Kherson au moyen de systèmes de lance-roquettes multiples Smerch. Les dix obus ont été interceptés par la défense antiaérienne russe. La population civile a été délibérément bombardée pour la punir de son soutien à la Fédération de Russie. Des militants des bataillons de « défense territoriale », ainsi que des agents du Service de sécurité ukrainien, ont récemment mené des raids à Kharkiv, Sumy, Tchernihiv, Odessa et dans d'autres villes pour identifier les résidents locaux qui expriment des opinions prorusses ou communiquent simplement par téléphone avec des parents et des amis en Russie. Ces personnes subissent des violences physiques puis sont emmenées vers une destination inconnue. À ce jour, on ne sait rien du sort de beaucoup d'entre elles.

L'attention de la communauté internationale est actuellement portée sur la situation autour de l'usine d'Azovstal à Marioupol. Lundi, à la suite de négociations avec les militaires ukrainiens retranchés à l'intérieur de l'usine, un accord a été conclu sur l'évacuation des blessés. Le 16 mai, les combattants de l'unité nationaliste Azov et de l'armée ukrainienne ont commencé à se rendre. Au cours des dernières 24 heures, 165 combattants ont déposé les armes et se sont rendus, dont 51 étaient gravement blessés. Nos forces armées assurent le cessez-le-feu et le fonctionnement d'un couloir humanitaire par lequel les personnes ayant besoin d'une assistance médicale sont transportées vers un hôpital de Novoazovsk, dans la République populaire de Donetsk. Nous continuerons d'informer le FCS de la situation réelle autour d'Azovstal.

Monsieur le Président,

Pour résumer. Nous comprenons parfaitement que les conseillers américains et britanniques dirigent les actions du Gouvernement ukrainien sur le terrain et dans l'espace de l'information, et qu'ils sont à l'origine de l'enlisement des négociations avec le Gouvernement russe en vue d'infliger des dommages à notre pays. À cet égard, je tiens à déclarer ce qui suit. La voie révisionniste agressive empruntée par l'Occident collectif, qui a trouvé un nouveau souffle dans l'opération spéciale menée en Ukraine, porte un coup grave à la sécurité européenne et mondiale. Nous pouvons voir ce à quoi l'Alliance de l'Atlantique Nord se prépare, dans sa frénésie militariste, en déployant 16 bataillons opérationnels en Pologne et dans les pays baltes et en créant un groupe aéronaval équipé de missiles de croisière en Méditerranée et dans la Baltique. Nous savons ce qui se cache derrière les tentatives hégémoniques de l'OTAN d'écraser l'Europe du Nord, puis la région Asie-Pacifique. Ces tendances alarmantes et d'autres, qui dépassent largement le cadre du mandat du FCS, doivent être prises en compte dans les relations de la Fédération de Russie avec les États que nous considérons officiellement comme « inamicaux ». Nous n'excluons pas l'adoption de mesures appropriées visant à répondre aux menaces pour la sécurité nationale de la Russie.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que le texte de cette déclaration soit annexé au journal de la séance du FCS d'aujourd'hui.

---

**1010<sup>e</sup> séance plénière**

Journal n° 1016 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

## **DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION DU ROYAUME-UNI**

Monsieur le Président,

Une fois de plus, nos collègues russes s'obstinent à relayer les mensonges et la propagande fantaisiste du Kremlin, qui visent à répandre la haine. Tout le monde sait, y compris, je le soupçonne, mes collègues russes, que la guerre de Poutine en Ukraine est construite sur des mensonges.

Le Kremlin crée des récits fallacieux pour justifier l'invasion et il obscurcit la vérité tout en cachant et niant les crimes de guerre. Poutine veut que la vérité ne soit qu'une victime de ce conflit.

Les autorités russes ont déclaré qu'elles n'envahiraient pas l'Ukraine : elles l'ont fait. Elles ont affirmé qu'elles ne cibleraient pas les infrastructures civiles : elles ont attaqué sans relâche des zones d'habitation, des écoles et des hôpitaux. Elles ont déclaré qu'elles ne feraient pas de mal aux civils : or nous disposons d'éléments probants indiquant que des crimes de guerre ont été commis, notamment d'informations faisant état de fosses communes et d'atrocités odieuses dans des zones précédemment occupées par les forces russes telles que Boutcha.

Le fait que la Russie tente de distraire et de tromper sa propre population avec des mensonges et des fausses informations montre qu'elle sait très bien que la véritable justification de l'invasion de l'Ukraine ne repose sur rien de concret.

La vérité est que la Russie est responsable de cette guerre horrible, lancée en violation de la Charte des Nations Unies, et de la mort inutile de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Cette situation est une véritable tragédie humaine pour les deux parties. Tout avis contraire serait un déni de la réalité.

Or la réalité est que le plan A de Poutine a échoué et que sa tentative d'« accaparement des terres » dans l'est de l'Ukraine a perdu de son élan et a pris beaucoup de retard par rapport au calendrier. Malgré de petites avancées initiales, la Russie n'a pas réussi à réaliser des gains territoriaux importants au cours du mois dernier, tout en maintenant des niveaux d'attrition élevés et constants. La Russie a probablement subi des pertes correspondant à un tiers des forces de combat terrestres qu'elle a engagées en février. La



réalité mérite d'être répétée : la Russie a probablement subi des pertes correspondant à un tiers des forces de combat terrestres qu'elle a engagées en février.

Les forces russes sont de plus en plus limitées par des capacités d'action dégradées, un moral toujours plus bas et une efficacité au combat réduite. Un grand nombre de ces capacités ne peuvent pas être rapidement remplacées ou reconstituées. Le matériel de pontage russe a fait défaut tout au long du conflit, ralentissant et limitant les manœuvres offensives. Les drones russes sont essentiels pour la connaissance tactique et la direction de l'artillerie, mais ils sont vulnérables aux capacités anti-aériennes ukrainiennes.

En réponse, la Russie s'appuie de plus en plus sur des frappes massives d'artillerie pour tenter de relancer sa progression dans le Donbass. Il s'agit d'une tactique que la Russie utilise ailleurs en Ukraine. Par exemple, dans la région de Tchernihiv, au nord de Kiev, environ 3 500 bâtiments auraient été détruits ou endommagés lors de l'offensive menée par la Russie, puis abandonnée, vers la capitale ukrainienne. Quatre-vingts pour cent des dommages ont été causés à des bâtiments d'habitation.

L'ampleur de ces dégâts montre que la Russie est prête à utiliser l'artillerie contre des zones d'habitation, avec un minimum de discrimination ou de proportionnalité. Il s'agit d'une manifestation directe et honteuse de l'échec de la direction militaire russe. Il s'agit également d'une démonstration pitoyable de l'échec, de la colère, de la malhonnêteté et de la désignation de boucs émissaires par l'état-major russe. Tout au long de l'opération des forces russes et dans tous les domaines, l'échec de leur commandement à mener une planification opérationnelle appropriée n'a été rien d'autre qu'une trahison de leurs soldats, marins et aviateurs qui ont payé de leur vie leur équipement insuffisant, leur formation bâclée et l'incompétence de leur commandement.

L'invasion non provoquée, illégale, insensée et autodestructrice de l'Ukraine par les dirigeants russes, leurs attaques contre des civils innocents et leurs habitations et leurs atrocités généralisées, notamment le ciblage délibéré de femmes et d'enfants, corrompent le souvenir des sacrifices passés et la réputation mondiale de la Russie, autrefois si fière. Ces actions ne sont pas le fait d'une grande puissance. Elles sont répréhensibles et lâches.

Tous ceux qui commettent des crimes de guerre doivent savoir qu'ils ne peuvent pas agir en toute impunité. Les attaques aveugles contre des civils innocents constituent des crimes de guerre pour lesquels les complices doivent être tenus responsables.

Monsieur le Président,

Nous avons été clairs sur le fait que le retour à la normale ne peut pas se produire tant que Poutine conduit la guerre horrible et barbare qu'il a choisi de mener contre nos amis ukrainiens. En outre, nous condamnons une fois de plus avec la plus grande fermeté le soutien continu de la Biélorussie à la guerre d'agression russe contre l'Ukraine, notamment l'autorisation donnée à la Russie d'utiliser son territoire pour lancer des attaques barbares contre le peuple ukrainien.

La semaine dernière, nous avons exprimé notre plus grande préoccupation concernant l'exercice en cours visant à vérifier l'état de préparation au combat, ainsi que le manque de

transparence nécessaire qui entoure cet « exercice éclair ». Dans le cadre de cet exercice, nous avons également pris note de l'annonce selon laquelle la Biélorussie déployait des unités des « forces d'opérations spéciales » à la frontière ukrainienne pour réagir à la présence des forces armées ukrainiennes qui y étaient déployées. Nous avons également souligné l'absurdité de l'affirmation biélorusse selon laquelle c'est l'Ukraine qui représente une menace pour la Biélorussie le long de la même zone frontalière que celle où elle a permis aux Russes de lancer leur offensive malheureuse sur Kiev.

Tout en reconnaissant que les forces biélorusses n'ont pas été jusqu'à présent directement impliquées dans le conflit, nous observons que la présence de forces biélorusses près de la frontière ukrainienne obligera probablement les troupes ukrainiennes à rester sur place, de sorte qu'elles ne pourront pas se déployer pour soutenir les opérations dans le Donbass.

Monsieur le Président,

Notre objectif principal est de continuer à travailler, aussi longtemps qu'il le faudra, au rétablissement de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de l'Ukraine. Le Royaume-Uni exprime sa solidarité avec ses amis ukrainiens, notamment en leur fournissant une assistance militaire continue qui les aide à défendre leur patrie et à se battre pour le simple droit à un avenir libre, pacifique et prospère.

Je vous remercie. Je vous prie de joindre la présente déclaration au journal de ce jour.